

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) INSERM-OCCP-2025-
27**

**Marché portant sur le remplacement des 2 Pompes à chaleur (PAC) du
bâtiment E (BAUDOT)**

**INSERM
DELEGATION REGIONALE OCCITANIE PYRENEES
IMMEUBLE LE BELVEDERE – 4EME ETAGE | 11 BOULEVARD DES RECOLLETS
CS 97802 | 31078 TOULOUSE CEDEX 4**

Sommaire

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales	4
1.1 Objet du marché	4
1.2 Forme et structure du marché	4
1.2.1 Forme du marché	4
1.2.2 Répartition par lots	4
1.3 Marché de prestations similaires	4
1.4 Durée du marché	4
1.5 Lieu d'exécution	4
1.6 Sous-traitance	5
1.7 Langue	5
Article 2 : Intervenants	5
2.1 Maître d'ouvrage	5
2.2 Maîtrise d'œuvre	6
2.3 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé	6
2.4 Contrôle technique	6
Article 3 : Pièces constitutives du marché	6
Article 4 : Conditions d'exécution des prestations	7
4.1 Représentation des parties	7
4.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur	7
4.1.2 Représentant du titulaire	7
4.2 Modalités d'intervention	7
4.2.1 Inspection conjointe des lieux et analyse des risques préalables aux travaux	7
4.2.2 Réunions de prévention des risques et inspections	8
4.2.3 Réunions périodiques et de chantier	8
4.3 Caractéristiques des matériaux et produits	8
4.4 Préparation et coordination des travaux	8
4.4.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	8
Article 5 : Mesures particulières liées à la sécurité, la santé	9
5.1 Exécution des travaux	9
5.1.1 Normes applicables aux matériels décrites dans le CCTP	9
5.1.2 Registre de chantier	9
5.1.3 Propreté du site	9
5.1.4 Gestion des déchets	9
5.2 Achèvement des travaux	10
5.2.1 Réception des travaux	10
5.2.2 Remise du Dossier des ouvrages exécutés (DOE)	10
5.2.3 Remise en état des lieux	10
Article 6 : Exécution financière du marché	11

6.1 Montant du marché	11
6.2 Variation des prix.....	11
6.3 Versement de l'avance.....	11
6.3.1 Au titulaire	11
6.3.2 Aux sous-traitants	11
6.4 Acomptes	12
6.5 Retenue sur garantie.....	12
6.6 Règlement des comptes du titulaire.....	12
6.7 Présentation des demandes de paiement	12
6.8 Délais de paiement.....	13
Article 7 : Délais d'exécution des prestations	13
7.1 Délais de base.....	13
7.2 Prolongation des délais	14
7.3 Autres délais contractuels	14
Article 8 : Pénalités	14
8.1 Pénalités de retard	15
8.2 Autres pénalités.....	16
Article 9 : Résiliation du marché	17
9.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	17
9.2 Résiliation aux torts du titulaire ou cas particuliers	17
Article 10 : Assurances et garanties	18
10.1 Assurances.....	18
10.2 Garanties contractuelles	18
Article 11 : Clause environnementale et sociale	18
11.1 Clause environnementale :	18
11.2 Clause sociale	19
Article 12 : Clause RGPD	19
12.1 Protection des données à caractère personnel	19
12.2 Obligations des parties.....	19
12.3 Obligations du sous-traitant	20
Article 13 : Dispositif de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)	21
Article 14 : Règlement des différends	21
Article 15 : Obligations générales des titulaires	21
Article 16 : MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE	21
Article 17 : CHANGEMENT DE TITULAIRE	22
Article 18 : Conflit d'intérêts.....	22
Article 19 : Dérogations au CCAG-Travaux	22

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet **le remplacement des 2 Pompes à Chaleur PAC du bâtiment E.**

Situés sur le bâtiment E de l'INSERM sur le site de Purpan.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP INSERM-OCCP-2025-27).

L'ensemble du bâtiment est occupé. Les entrepreneurs devront tenir compte de cette sujétion dans leur offre.

1.2 Forme et structure du marché

1.2.1 Forme du marché

Le marché est un marché de travaux ordinaire à prix global et forfaitaire.

1.2.2 Répartition par lots

Le marché n'est pas décomposé en lots.

1.3 Marché de prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique l'Inserm peut recourir à la procédure de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence en confiant au titulaire du marché de travaux la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

1.4 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prestations débutent à compter de la transmission d'un ordre de service.

Le délai global d'exécution du marché est décrit à l'article 7.1 du présent CCAP.

1.5 Lieu d'exécution

Les travaux seront exécutés à l'adresse du site suivant :

Site CHU de Purpan - bâtiment E – Avenue des Arènes Romaines – 31300 Toulouse

Jours de la semaine et plages horaires retenus pour l'exécution des travaux :

Du lundi au vendredi de 7h à 18h

1.6 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Le titulaire sera tenu de transmettre, tous les 3 mois, au maître d'ouvrage la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

Les temps de traitement des demandes de sous-traitance, y compris les temps de transmission des PPSPS seront anticipés par le titulaire.

Tous retards imputables à une mauvaise gestion des déclarations de sous-traitance seront comptabilisés dans les retards d'exécution du titulaire (cf. article 8.1 du présent document).

1.7 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

Article 2 : Intervenants

2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées de l'Inserm.

L'interlocuteur pour cette opération représentant le maître d'ouvrage est :

Stephan Cros

Chargé d'opérations immobilières

Mob. 06.65.39.38.73

stephan.cros@inserm.fr

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'interlocuteur sera :

Lisa Galino, Responsable Patrimoine

lisa.galino@inserm.fr

06.01.19.58.89

2.2 Maîtrise d'œuvre

Sans objet

La maîtrise d'œuvre est assurée par la Délégation Régionale Occitanie Pyrénées de l'Inserm.

L'interlocuteur est :

Stephan Cros

Chargé d'opérations immobilières

Mob. 06.65.39.38.73

stephan.cros@inserm.fr

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'interlocuteur sera :

Lisa Galino, Responsable Patrimoine

lisa.galino@inserm.fr

+33 (0)6.01.19.58.89

2.3 Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Sans objet

2.4 Contrôle technique

Les coordonnées de l'opérateur effectuant le contrôle technique seront communiquées ultérieurement au titulaire dans le cadre du contrôle DESP.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et prévalent, en cas de contradiction, dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et son annexe financière (DPGF) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP INSERM-OCCP-2025-27) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP INSERM-OCCP-2025-27) et ses annexes (Annexes 1, 2 et 3 ainsi que le chapitre 5.9.2 du CCTP INSERM-OCCP-2025-27);
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) * approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG)* applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier ;
- Les éventuelles annexes ou pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage

- Les normes et document technique unifié applicables aux prestations du présent marché ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire construit sur la base du cadre de réponse technique ;

Toute clause figurant dans les documents fournis par le titulaire, y compris les conditions générales de ventes du titulaire, contraire aux autres pièces du marché est réputée non écrite.

** Ces pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties*

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4.1 Représentation des parties

4.1.1 Représentant du pouvoir adjudicateur

L'Inserm désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au titulaire du marché. A titre indicatif, il s'agit de :

Stephan Cros

Chargé d'opérations immobilières

Mob. 06.65.39.38.73

stephan.cros@inserm.fr

En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, l'interlocuteur sera :

Lisa Galino, Responsable Patrimoine

lisa.galino@inserm.fr

06.01.19.58.89

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché.

4.1.2 Représentant du titulaire

En application de l'article 3.4 du CCAG-Travaux, le titulaire s'engage à faire connaître, dès la notification du marché, la personne physique désignée par lui et habilitée à l'engager pour les besoins de l'exécution du marché public.

Il s'engage pareillement à faire connaître au représentant de l'Inserm toutes modifications intéressant la structure juridique ou économique de l'entreprise, sous peine d'encourir les pénalités et mesures coercitives prévues au marché public. Le titulaire communique à l'Inserm les coordonnées de ses personnels et responsables désignés par lui pour répondre aux prestations du présent marché.

4.2 Modalités d'intervention

L'exécution du présent marché est soumise aux dispositions des articles R.4511-1 à 4 et R.4515-1 à R.4514-8, R.4514-9 et R.4514-10 du code du travail.

4.2.1 Inspection conjointe des lieux et analyse des risques préalables aux travaux

Une inspection commune des lieux de travail, des installations et des matériels éventuellement mis à la disposition du prestataire est effectuée préalablement à l'exécution de l'opération conformément aux dispositions de l'article R.4512-2 à 5 du code du travail.

Au cours de cette inspection, l'Inserm ou son représentant communique au titulaire ou à son représentant habilité conformément aux dispositions de l'article R.4511-9 du code du travail les

consignes de sécurité applicables à l'opération qui concerneront ses salariés à l'occasion de leur travail ou déplacements

A l'issue de cette inspection et aux vues des informations et éléments recueillis, le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire ou son représentant procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'intervention sur le site du pouvoir adjudicateur. A l'issue de cette phase, il est établi conjointement un plan de prévention.

4.2.2 Réunions de prévention des risques et inspections

Lorsque le plan de prévention a été arrêté conformément aux dispositions de l'article R.4512-7 du code du travail, le pouvoir adjudicateur ou son représentant, à son initiative ou à la demande du titulaire, organise s'il l'estime nécessaire des inspections et réunions périodiques afin d'assurer la coordination des mesures de prévention.

Les mesures prises à l'occasion de cette coordination font l'objet d'une mise à jour du plan de prévention.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant organise également, s'il l'estime nécessaire, des réunions qui permettent de vérifier la mise en place de ces mesures.

4.2.3 Réunions périodiques et de chantier

Le titulaire, ou son représentant, est convoqué aux réunions liées à l'exécution du chantier.

Une première réunion de lancement est prévue sur la base d'un ordre de service qui indiquera la date de convocation. En cas d'absence non excusée à cette réunion, le titulaire s'expose au paiement d'une pénalité telle que prévue à l'article 8.2 du présent CCAP.

A l'issue de la réunion de lancement est établi un compte-rendu de réunion qui prévoira la date de la réunion de démarrage du chantier et la périodicité des réunions de chantier. Ce document prévoira également la liste des intervenants attendus. A nouveau, en cas d'absence non excusée à l'une de ces réunions, le titulaire s'expose au paiement d'une pénalité telle que prévue à l'article 8.2 du présent CCAP.

Un compte-rendu de réunion est transmis et diffusé à la suite de chaque réunion périodique et retrace l'avancée (ou retard), les difficultés rencontrées et les personnes en charge de les résoudre (maîtrise d'ouvrage le plus souvent). Le compte-rendu reprend également un tableau des pénalités qui sera mis à jour à l'issue de chaque réunion. La rédaction du compte rendu de réunion revient au maître d'œuvre.

4.3 Caractéristiques des matériaux et produits

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

L'entrepreneur est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre (se référer au CCTP INSERM-OCCP-2025-27).

4.4 Préparation et coordination des travaux

4.4.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation d'une durée d'un (1) mois. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Article 5 : Mesures particulières liées à la sécurité, la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG-Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande de l'Inserm.

5.1 Exécution des travaux

5.1.1 Normes applicables aux matériels décrites dans le CCTP

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP INSERM-OCCP-2025-27.

5.1.2 Registre de chantier

Sans objet

5.1.3 Propreté du site

Au-delà des mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG-Travaux, le titulaire est soumis au respect des prescriptions suivantes :

- Par complément à l'article 31.4.2 CCAG-Travaux, les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantiers doivent être maintenus par le titulaire en parfait état de propreté y compris leur aspect extérieur : retrait de l'affichage et remise en peinture éventuellement.
- Par complément à l'article 37 CCAG-Travaux, le titulaire prend également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Ces mesures sont prises spontanément par le titulaire.

5.1.4 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité de l'Inserm en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Les entreprises devront faire leur affaire personnelle des déchets qu'ils produisent ainsi que de leur valorisation.

Conformément à l'article 36.2 du CCAG-Travaux, afin que l'Inserm puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet à l'Inserm, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG-Travaux.

5.2 Achèvement des travaux

5.2.1 Réception des travaux

Lorsque les travaux sont terminés, un procès-verbal des opérations préalables à la réception est rédigé sous la forme d'un formulaire EXE 4.

Ensuite, le maître d'ouvrage prononce ou non la réception des travaux, avec ou sans réserve, par le biais d'un formulaire EXE 6.

L'EXE 9 peut aussi être utilisé par le maître d'ouvrage à la place de l'EXE 6, pour notifier sa décision de levée ou non de réserves.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux sont seules applicables.

5.2.2 Remise du Dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Conformément à l'article 40 du CCAG-Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutifs du DOE (Dossier des ouvrages exécutés) :

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- L'attestation de fin de travaux
- L'attestation de mise en œuvre
- Documents (attestation équilibrage/mise en service, CerfaGaz, DESP initiale et certificat d'étalonnage ...) dûment complétés
- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- Les constats d'évacuation des déchets.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard un mois après la date de réception des travaux indiquée dans le formulaire EXE 6.

Le titulaire devra fournir a minima un exemplaire physique et un exemplaire numérique du DOE.

5.2.3 Remise en état des lieux

Le titulaire est responsable de la propreté sur l'ensemble du chantier.

Le titulaire devra évacuer tous les déchets, gravois, etc. au fur et à mesure de leur production, quelle que soit leur origine, et il en fera son affaire le dépôt des déchets (déchetterie, centre de tri...). Après chaque intervention en un lieu donné, il devra laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets.

La remise en état est à effectuer dans un délai de 24h à compter de la constatation par le maître d'ouvrage ou son représentant (compte rendu de réunion, message électronique ...)

Les stipulations du CCAG-Travaux sont applicables.

L'ensemble du chantier et tous les emplacements où le titulaire aura été autorisé à circuler ou à déposer leurs matériaux, seront nettoyés journalièrement. Le titulaire devra exécuter en complément des nettoyages prévus ci-dessus, tous ceux demandés par le représentant habilité de l'Inserm et à quelque moment que ce soit. Le titulaire est tenu pour responsable de la propreté du chantier ainsi que de l'enlèvement des gravois y compris droit de décharge jusqu'à la fin de leur intervention.

Le titulaire s'engage à n'effectuer aucun dépôt de toute nature sur la voie publique.

Les dépenses correspondantes sont incluses dans le montant du marché.

Article 6 : Exécution financière du marché

6.1 Montant du marché

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire tel que figurant dans l'acte d'engagement. Il comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la parfaite exécution de l'ouvrage.

La décomposition du prix global et forfaitaire est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Au sein du devis, seul sont contractuels les prix unitaires qui servent de référence pour déterminer les prix nouveaux des éventuels travaux supplémentaires ou modificatifs dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage.

Les prix du marché sont entendus en euros et sont mentionnés hors TVA.

6.2 Variation des prix

Les prix sont fermes, non révisables et actualisables selon les conditions suivantes :

Le prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

6.3 Versement de l'avance

6.3.1 Au titulaire

Sauf renonciation expresse du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles R.2191-1 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'avance est calculée comme suit :

- a. Lorsque le marché est d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché public ;
- b. Lorsque le marché est d'une durée supérieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du marché public divisé par la durée exprimée en mois.

Toutefois le taux de l'avance est porté à 10 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance directe. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

6.3.2 Aux sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

Si l'avance a été versée en totalité au titulaire, celui-ci remboursera l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même si le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas en bénéficier.

Le versement de cette avance, dont le montant est égal à 5% du montant des prestations sous-traitées, et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prévoit ce versement et ce remboursement pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement au profit du sous-traitant.

6.4 Acomptes

Le règlement des comptes est effectué mensuellement, par acompte, suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

6.5 Retenue sur garantie

Une retenue de garantie de 5.00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, ou avec l'accord du pouvoir adjudicateur par une caution personnelle et solidaire.

6.6 Règlement des comptes du titulaire

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les projets de décomptes seront présentés en état cumulatif depuis le début des travaux.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué régional de l'Inserm Délégation Occitanie Pyrénées, Monsieur Sylvain Bourgoïn.

Le comptable assignataire de la dépense chargé du paiement est l'Agent Comptable secondaire de l'Inserm Délégation Occitanie Pyrénées, Madame Anne-Isabelle Brendel

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué régional Occitanie Pyrénées de l'Inserm.

L'ordonnateur secondaire, l'Agent Comptable secondaire et la personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés sont établis à :

**Inserm - Délégation Régionale Occitanie Pyrénées
Immeuble Le Belvédère
11 boulevard des Récollets
4^{ème} étage
CS97802
31078 TOULOUSE CEDEX 4
SIRET : 18003604802938**

6.7 Présentation des demandes de paiement

Que ce soit pour des acomptes ou pour le solde, les demandes de paiement doivent présenter les indications suivantes :

- La date d'émission de la demande de paiement (ou facture) ;
- Le nom, l'adresse et le numéro de SIRET de l'émetteur et du destinataire de la demande de paiement ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la demande de paiement, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de bon de commande ;
- La ou les dates de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- Le numéro IBAN du compte de virement identique à celui de l'acte d'engagement ;

Si une demande de paiement ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

La demande de paiement sera transmise sous forme électronique via portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO :

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> ;
- Par dépôt au format PDF ;
- Par saisie en ligne dans le portail ;

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- Inserm Délégation Régionale Occitanie Pyrénées (SIRET : 18003604802938)
- Code du service : DRTL5
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande désigné « numéro d'engagement » dans CHORUS PRO

6.8 Délais de paiement

Les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants ayant droit au paiement direct sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.
- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (personne publique et Entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 12.4 et suivants du CCAG-Travaux.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai.

Article 7 : Délais d'exécution des prestations

7.1 Délais de base

Conformément à l'article R.2182-4 du code de la commande publique, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification.

Le titulaire est tenu de respecter les délais d'exécution du marché sous peine d'application des pénalités de retard prévues à l'article 7.1 du présent CCAP INSERM-OCCP-2025-27

Le délai global d'exécution des prestations est fixé à 5 mois.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation de 1 mois, les études d'exécution, les travaux, le repliement des installations de chantier et la remise en état des locaux.

La période de préparation démarre à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage là concernant conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux.

Le calendrier prévisionnel d'exécution fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution des travaux. Il s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du maître d'œuvre sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation. Par la suite, le calendrier détaillé sera notifié au titulaire par ordre de service.

7.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai de réalisation des travaux ou le report du début des travaux peut être justifiée dans les cas mentionnés à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux.

Toutefois, en dérogation à l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, il n'est pas prévu de prolongation en cas d'intempéries.

7.3 Autres délais contractuels

Les délais ci-dessous devront être respectés sous peine d'application des pénalités définies à l'article 8.1 du présent CCAP.

Tableau récapitulatif des autres délais contractuels

Intitulé du délai contractuel	Point de départ du délai	Délai contractuel (en jours calendaires)
Remise en état des lieux	Demande écrite	24 heures
Remise du DOE	Voir article 5.2.2	1 mois

Article 8 : Pénalités

Les pénalités prévues aux articles 8.1 et 8.2 du présent CCAP dérogent à l'article 19 du CCAG-Travaux.

Elles sont immédiatement déductibles, (sans mise en demeure, dérogation à l'article 19.2.4 dudit CCAG), du simple fait de leur constatation par le maître d'ouvrage, des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice de l'exercice par le maître d'ouvrage de tout autre droit et action en responsabilité y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de cotraitants payés séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont appliquées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

L'ensemble des pénalités sont cumulables, leur montant cumulé est toutefois limité à 20% du montant du marché (Article 19.2.2 du CCAG-Travaux).

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € HT pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont cumulables entre elles.

L'application de ces pénalités se fait par retenue sur la situation de travaux en cours de règlement, sur décision du maître d'ouvrage consignée dans le compte rendu de réunion de chantier.

8.1 Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont applicables en cas de non-respect des délais contractuels définis à l'article 7.1 et 7.3 du présent CCAP INSERM-OCCP-2025-27

- **Retards sur le programme d'exécution des travaux**

Au cas où les travaux ne seraient pas réalisés dans le délai prévu au calendrier d'exécution, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité fixée à 200€ H.T par jour calendaire de retard. Les pénalités sont appliquées sur simple confrontation de la date réelle d'avancement de chaque tâche, constatée par le maître d'œuvre ou le pilote et la date contractuelle d'exécution fixée au calendrier d'exécution.

- **Pénalité pour retard dans la remise du DOE**

En cas de retard dans la remise du DOE tel que défini à l'article 5.2.2 du présent CCAP, une pénalité égale à 100 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire.

- **Pénalité pour retard dans la remise de l'attestation d'assurance**

En cas de retard dans la remise de l'attestation d'assurance telle que définie à l'article 10.1 du présent CCAP, une pénalité égale à 100 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Le point de départ du délai pour le calcul de la pénalité correspond à la date du jour où il est découvert l'absence de l'attestation d'assurance mise à jour.

- **Pénalité pour retard dans la déclaration d'un sous-traitant**

En cas de retard dans la remise de la déclaration d'un sous-traitant (formulaire DC4) telle que définie à l'article 1.6 du présent CCAP, une pénalité égale à 100 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Le point de départ du délai pour le calcul de la pénalité correspond à la date du jour où il est découvert l'existence d'un sous-traitant non déclaré.

- **Pénalité pour retard dans la remise des attestations fiscales et sociales**

En cas de retard dans la remise des attestations fiscales et sociales telles que définies à l'article 13 du présent CCAP, une pénalité égale à 100 € HT par jour calendaire de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire. Le point de départ du délai pour le calcul de la pénalité correspond à la date du jour où il est découvert l'absence de l'une de ses attestations mise à jour.

- **Pénalité pour retard dans l'exécution des levées de réserves**

En cas de retard dans l'exécution des levées de réserves, qu'il s'agisse de réserve de livraison ou de parfait achèvement, et dès constatation du dit retard, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité forfaitaire de 200 € HT par jour calendaire de retard. En cas de préjudice subi suite à cette défaillance, la pénalité appliquée correspondra au montant du préjudice. Le point de départ du délai pour le calcul de la pénalité correspond à la date indiquée dans le formulaire EXE 5 qui précise le délai laissé pour la levée des réserves.

Tableau récapitulatif des pénalités de retard

Retards dans	Délai fixé à l'article du CCAP n°	Montants pénalités en € HT (par jour calendaire)
Programme d'exécution des travaux	7.1	200 € H.T.
Remise de l'attestation d'assurance	10.1	100 € H.T.
Remise du DOE	5.2.2	100 € H.T.
Déclaration d'un sous-traitant	1.6	100 € H.T.
Remise des attestations fiscales et sociales, lutte contre le travail dissimulé, etc.	13	100 € H.T.
L'exécution des levées de réserve	5.2.1	200 € H.T.

8.2 Autres pénalités

Les pénalités forfaitaires suivantes sont également applicables au présent marché, L'application de ces pénalités se fait par retenue sur la situation de travaux en cours de règlement, sur décision du maître du maître d'ouvrage consignée dans le compte rendu de réunion de chantier.

- **Pénalité pour absence non excusée à la réunion de lancement ou à une réunion périodique**

En cas d'absence du titulaire ou de son représentant à la réunion de lancement ou à une réunion périodique dans les modalités définies à l'article 4.2.2 du présent CCAP, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 50€ HT par absence et par intervenant dont la présence est obligatoire.

- **Pénalité pour non-transmission ou retard dans la transmission du rapport visé à l'article 11.2 du présent CCAP**

Le non-respect de cette contrainte ou le retard dans la transmission du rapport fera l'objet de pénalités : 50 €

- **Pénalité pour non-respect des engagements pris en matière de protection de l'environnement**

Le titulaire encourt une pénalité de 50 € en cas de non-respect de ses engagements en matière de protection de l'environnement tels que définis aux articles 5.2.3 et 11 du présent CCAP.

- **Pénalité pour absence non excusée à une réunion périodique**

En cas de défaut de ramassage et d'évacuation des déchets tels qu'ils sont décrits à l'article 5.2.3 du présent CCAP, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 150 € HT pour chaque jour où une ou plusieurs infractions sont constatées.

- **Pénalité pour interruption production chaud froid sans accord du maître d'ouvrage**

En cas d'interruption non programmée de la production chaud ou froid du bâtiment E, et dès la première heure d'interruption constatée par le maître d'ouvrage il sera appliqué à l'entreprise une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par heure d'interruption.

- **Pénalité pour mauvaise exécution**

En cas de non prise en compte des contraintes scientifiques du maître d'ouvrage par l'exécution d'une action non programmée, non décrite au planning prévisionnel, et notamment en matière de bruit excessif qui pourrait avoir des conséquences sur les activités scientifiques menées au bâtiment E, et dès constatation par le maître d'ouvrage ou des utilisateurs, il sera appliqué à l'entreprise une pénalité forfaitaire de 1000 € HT par action.

Tableau récapitulatif des autres pénalités

Pénalités	Obligation fixée à l'article du CCAP n°	Montants pénalités en € HT
Absence non excusée à la réunion de lancement ou à une réunion périodique	4.2.3	50 € H.T. (par absence et par intervenant dont la présence est obligatoire)
Non-respect des engagements en matière de protection de l'environnement et à dimension sociale	5.2.3	50 € H.T par manquement
Pénalité pour interruption production chaud froid sans accord du maître d'ouvrage	8.1	1000€HT/heure
Pénalité pour mauvaise exécution	8.1	1000€HT/action

Article 9 : Résiliation du marché

Il sera fait, le cas échéant, application des articles du chapitre « Résiliation » du CCAG-Travaux (Article 49 et suivants) avec les précisions suivantes :

9.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG-Travaux, par dérogation à l'article 50.4, l'indemnité de résiliation est fixée à 2% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

9.2 Résiliation aux torts du titulaire ou cas particuliers

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 50.3 du CCAG-Travaux avec notamment la précision suivante :

- La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire

Article 10 : Assurances et garanties

10.1 Assurances

En application de l'article 8 du CCAG-travaux, du code civil et du code des assurances, le titulaire, en la personne de chacune de ses composantes, y compris les sous-traitants éventuels, doit contracter les polices d'assurances nécessaires couvrant :

1. sa responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers et du maître d'ouvrage, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations - dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non du fait de la réalisation des prestations, qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées. En cas de travaux sur existants, ces garanties sont étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage ;
2. sa responsabilité civile décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, le garantissant pour la mission confiée sur l'opération.

La police souscrite comporte au minimum les garanties de :

- Responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil y compris au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »
- Dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées ci-dessus s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, il devra fournir les attestations d'assurance correspondantes justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que les garanties sont en rapport avec l'importance de l'opération.

10.2 Garanties contractuelles

Il est fait application de l'article 44 du CCAG Travaux.

Article 11 : Clause environnementale et sociale

11.1 Clause environnementale :

Pendant l'exécution des travaux, le titulaire s'engage à respecter les pratiques suivantes :

Gestion des déchets :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Réduction des nuisances :

Le titulaire devra limiter les nuisances liées aux travaux, notamment les émissions sonores, les poussières et la consommation d'énergie sur le chantier.

Le titulaire précise dans son offre les mesures qu'il prend dans le cadre de l'exécution du présent marché en faveur de la protection et de la valorisation de l'environnement.

En cas de non-respect de ses engagements, le titulaire encourt une pénalité telle que prévue à l'article 8.2 du présent CCAP

11.2 Clause sociale

Le titulaire devra effectuer un mois avant la date anniversaire du marché un rapport sur les engagements qu'il a pris lors de la remise de son offre à savoir :

- les mesures lors du recrutement, l'intégration et la fidélisation du personnel
- les formations du personnel (formation relative aux troubles musculo-squelettiques, formation à la langue française...)
- les actions mises en place concernant la prévention des TMS
- le taux d'accidentologie
- toute autre action ou initiative du candidat en matière sociale concernant les prestations du marché

Le non-respect de cette contrainte ou le retard dans la transmission du rapport fera l'objet de pénalités : 50 €

Article 12 : Clause RGPD

12.1 Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant de l'Inserm, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le titulaire est désigné en qualité de tiers qui est défini par le RGPD comme suit : « une personne physique ou morale, une autorité publique, un service ou un organisme autre que la personne concernée, le responsable du traitement, le sous-traitant et les personnes qui, placées sous l'autorité directe du responsable du traitement ou du sous-traitant, sont autorisées à traiter les données à caractère personnel ».

Le titulaire doit assurer la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel qui lui sont communiquées et qu'il ne peut les utiliser pour une finalité autre que l'exécution du présent marché.

12.2 Obligations des parties

Certaines données transmises par l'Inserm au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque membre du titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'Inserm, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

12.3 Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'Inserm.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'Inserm pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'Inserm dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'Inserm, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'Inserm des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier à l'Inserm dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'Inserm le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Article 13 : Dispositif de vigilance (article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

La fourniture de certaines pièces dont l'attestation de vigilance peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plateforme gratuite suivante : <https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Article 14 : Règlement des différends

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les Parties, relativement à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché les parties s'engagent à soumettre leur différend, préalablement à toute instance juridictionnelle, à des conciliateurs désignés par chacune d'elles, à moins qu'elles ne s'entendent sur la désignation d'un conciliateur unique conformément aux conditions fixées par les chapitres Ier et II du titre II du livre IV du code des relations entre le public et l'administration.

Le ou les conciliateurs s'efforceront de régler les difficultés et de faire accepter par la partie une solution amiable dans un délai de soixante (60) jours, à compter de la date de désignation du ou des conciliateurs.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Inserm d'une part et le titulaire d'autre part, ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

A défaut de conciliation, le litige pourra être porté devant la juridiction compétente.

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et en cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif de Toulouse est seul compétent.

Article 15 : Obligations générales des titulaires

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
 - à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
 - à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
 - à son adresse ou à son siège social ;
 - à ses coordonnées bancaires ;
 - aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

Article 16 : MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

Article 17 : CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Article 18 : Conflit d'intérêts

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Article 19 : Dérogations au CCAG-Travaux

Articles du CCAP par lesquels est introduite cette dérogation	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
3	4.1
4.4.1	28.1 et 28.2
5.1.3	Complément aux articles 31 et 37.
5.2.2	40
7.2	18.2.3

Articles du CCAP par lesquels est introduite cette dérogation	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
8	19 et notamment 19.2.4 / 19.2.2 / 19.2.1
9.1	50.4

FIN DU CCAP